

Elevages  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 RENNES

RENNES, le 04/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARL SELECT PORC**

LES LANDES  
35290 ST ONEN LA CHAPELLE

Références : 2022-03330R  
Code AIOT : 0053502861

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement SARL SELECT PORC implanté LES LANDES 35290 ST ONEN LA CHAPELLE. L'inspection a été annoncée le 06/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

En raison du contexte sanitaire de grippe aviaire confirmée sur le site SCEA AVICHAIR qui jouxte l'élevage de porcs, avec abattage le 12 septembre 2022 de 21000 poulettes futures reproductrices et mise en place d'une Zone de Contrôle Temporaire, la visite d'inspection physique de la SARL SELECT PORC n'a pas été réalisée. Seul un contrôle documentaire de suivi de l'exploitation et du respect des MTD a été réalisé.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL SELECT PORC
- LES LANDES 35290 ST ONEN LA CHAPELLE
- Code AIOT : 0053502861
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui
- Elevage IED naisseur-engraisseur de porcs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	/	Sans objet
2	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet
4	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
5	Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Sans objet
6	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	/	Sans objet
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Sans objet
8	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	/	Sans objet
9	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	/	Sans objet
10	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Sans objet
11	Respect des effectifs autorisés	Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 2.1	/	Sans objet
12	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
13	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
14	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
15	MTD8 Utilisation rationnelle de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
17	MTD16 Réduction émissions ammoniac provenant d'une fosse	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
18	MTD25 Surveillance les émissions atmosphériques d'NH4	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
19	MTD29 Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
20	MTD29 Consommation d'électricité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
21	MTD29 Consommation de combustible	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
22	MTD29 Suivi du nombre d'animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
23	MTD29 Consommation d'aliments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
24	MTD29 Production d'effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
25	Bordereaux import-export d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle documentaire a montré la conformité du suivi de l'exploitation conformément à la réglementation en vigueur.

L'élevage est globalement bien suivi et les MTD sont respectées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Tenue du registre des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
<b>Constats :</b> Dératisation : les fiches de données de sécurité des produits de dératisation sont présentes sur site (pas de constat visuel ce jour)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Propreté des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Le suivi de la dératisation est réalisé en interne par des salariés de l'élevage. Un plan de pose des appâts est présent (vu ce jour) et le suivi de la dératisation est hebdomadaire par constat visuel de consommation et remplacement des appâts le cas échéant - vu ce jour facture d'achat Armosa
<b>Observations :</b> Pas de constat ce jour sur la propreté du site
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.  La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :  - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;  - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :  - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;  - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;  - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;  - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;  ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<b>Constats :</b> Vérification des extincteurs : les derniers contrôles périodiques des 7 extincteurs ont été réalisés par le prestataire ASI en 2019 et 2020, un nouveau contrôle est prévu en 2022
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Installations électriques et techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.  Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle de conformité des installations électriques a été réalisé par Qualiconsult le 16/05/2022 pour le Q19 (thermographie) et le 26/07/2022 pour le Q18 (vus documents) Les travaux rendus nécessaires suite à ce contrôle (principalement échauffement en aval d'un contacteur / tableau engraissement) ont été réalisés en interne par l'électricien du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.  Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.  L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.  Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.  Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b> La rétention de la cuve à fioul du groupe électrogène, d'une capacité de 1000 litres, est assurée par une double paroi (pas de constat visuel, vu photo de l'équipement ce jour).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Déclaration annuelle des flux d'azote

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
<b>Constats :</b> La déclaration annuelle des flux d'azote 2021 est conforme et validée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.  En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.  Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
<b>Constats :</b> Le volume d'eau prélevé en 2021 sur le forage de l'exploitation et déclaré dans GERE est de 8632 m <sup>3</sup> . Les besoins sont en augmentation au vu de la consommation d'eau en cas de fonctionnement important des coolings (estimation à plus de 9000 m <sup>3</sup> par an) La dernière analyse d'eau du forage en date du 27 juillet 2021 (critères bactériologiques et physicochimiques après chloration) est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : — limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; — trier, recycler, valoriser ses déchets ; — s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
<b>Constats :</b> Le tri des déchets est réalisé dans l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Elimination des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b> L'élimination des déchets banals, des déchets de soins vétérinaires (La collecte médicale / vu facture du 01/04/2022 - pas de bon de reprise présenté) et des cadavres (bons internet) est conforme. Vu bons de la Mévennaise des Transports pour le dépôt d'une benne de 15 m3 pour les DIB
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »
Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
<b>Constats :</b> Les émissions atmosphériques annuelles d'ammoniac générées par l'élevage sont de 10599 kg en 2021, selon la déclaration GERE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Respect des effectifs autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Respect des effectifs autorisés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect de l'arrêté préfectoral n°40908 du 15 avril 2013 : autorisation d'exploiter un élevage de 5580 animaux-équivalents porcs (rubrique 3660-b), ainsi répartis : <ul style="list-style-type: none"><li>- 436 reproducteurs</li><li>- 1560 porcelets en post-sevrage</li><li>- 3960 porcs à l'engrais + cochettes</li></ul>
<b>Constats :</b> D'après la Déclaration annuelle des Flux d'Azote 2021, les effectifs de porcs produits sont conformes aux effectifs autorisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 3 Alimentation (Azote excrété)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles b- Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. c- Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. d- Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
<b>Constats :</b> La quantité d'azote excrété calculée dans le Bilan Réel Simplifié (BRS) 2021 est de : - pour les truies : 19.2 kg N/emplacement/an - pour les porcs à l'engrais et jeunes truies : 9.35 kg N/emplacement/an - pour les porcelets en post sevrage : 3.48 kg N/emplacement/an  Les valeurs d'excrétion sont inférieures aux seuils fixés par la réglementation. L'alimentation est multiphase et adaptée aux besoins physiologiques des différents stades de croissance.
<b>Observations :</b> Le Bilan Réel Simplifié (BRS) du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021 a été fourni par 4E Conseils après le contrôle de ce jour (mail du 21 septembre).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 4 Alimentation (phosphore excrété)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. b- Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase). c- Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.
<b>Constats :</b> La quantité de phosphore excrété calculée dans le Bilan Réel Simplifié (BRS) 2021 est de : - pour les truies : 8.6 kg P/emplacement/an - pour les porcs à l'engrais et jeunes truies : 3.03 kg P/emplacement/an - porcelets en post sevrage : 1.20 kg P/emplacement/an  Les valeurs d'excrétion sont inférieures aux seuils fixés par la réglementation. L'alimentation est multiphase et enrichie en phytases.
<b>Observations :</b> Le Bilan Réel Simplifié (BRS) du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021 a été fourni par 4E Conseils après le contrôle de ce jour (mail du 21 septembre).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 5 Utilisation rationnelle de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Tenir un registre de la consommation d'eau. b- Détecter et réparer les fuites d'eau. c- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. d- Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). e- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau. f- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.
<b>Constats :</b> L'utilisation de l'eau est rationalisée sur l'exploitation : relevé des consommations d'eau, détection et réparation des fuites d'eau, laveur haute pression pour le nettoyage (deux pompes fixes), adaptation des équipements d'abreuvement
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : MTD8 Utilisation rationnelle de l'énergie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 8 Utilisation rationnelle de l'énergie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité. b- Optimisation des systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation ainsi que de leur gestion, en particulier en cas d'utilisation de systèmes d'épuration de l'air. c- Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement. d- Utilisation d'un éclairage basse consommation. e- Utilisation d'échangeurs de chaleur. Un des systèmes suivants peut être utilisé: 1. air-air; 2. air-eau 3. air-sol. f- Utilisation de pompes à chaleur pour récupérer la chaleur. g- Récupération de chaleur au moyen de sols recouverts de litière chauffés et refroidis (système combideck). h- Mise en œuvre d'une ventilation statique.
<b>Constats :</b> L'utilisation de l'énergie est rationalisée : - panneaux solaires de toitures produisant de l'électricité en partie auto consommée (20% de la consommation du site) - consommation annuelle approximative d'électricité (juillet à juillet) de 555 000 kW - isolation performante des bâtiments d'hébergement (parois en panneaux sandwich alu, isolation des toitures refaite en 2009) - ventilation optimisée - pompes à chaleur en maternité avec géothermie (système eau-eau) - consommation suivie de gaz pour le post-sevrage et l'entrée des porcs à l'engrais, et changement de la totalité des canalisations de gaz cette année, tout inox (maintenance préventive) - éclairage basse consommation LED toute nouvelle installation, l'existant est remplacé par des LED au fur et à mesure
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 11 Réduction la formation de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a- Réduire la formation de poussières à l'intérieur des bâtiments d'élevage. À cet effet, il est possible de combiner plusieurs des techniques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. utilisation d'une matière plus grossière pour la litière (par exemple, copeaux de bois ou paille longue plutôt que paille hachée);</li> <li>2. Appliquer la litière fraîche par une technique entraînant peu d'émissions de poussières (par exemple, à la main);</li> <li>3. mettre en œuvre l'alimentation ad libitum;</li> <li>4. Utiliser une alimentation humide, en granulés ou ajouter des matières premières huileuses ou des liants aux systèmes d'alimentation sèche;</li> <li>5. Équiper de dépoussiéreurs les réservoirs d'aliments secs à remplissage pneumatique;</li> <li>6. Concevoir et utiliser le système de ventilation pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur du bâtiment.</li> </ol> <p>b- Réduire la concentration de poussières à l'intérieur du bâtiment en appliquant une des techniques suivantes: 1. Brumisation d'eau; 2. Pulvérisation d'huile; 3. Ionisation</p> <p>c- Traitement de l'air évacué au moyen d'un système d'épuration d'air tel que: 1. piège à eau; 2. filtre sec ; 3. laveur d'air à eau ; 4. laveur d'air à l'acide ; 5. biolaveur ; 6. système d'épuration d'air à deux ou trois étages ; 7. Biofiltre.</p>
<b>Constats :</b> Les émissions de poussières sont limitées par la distribution exclusive d'une alimentation humide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : MTD16 Réduction émissions ammoniac provenant d'une fosse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 16
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a- Conception et gestion appropriées de la fosse à lisier, par une combinaison des techniques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. réduction du rapport entre la surface d'émission et le volume de la fosse à lisier ;</li> <li>2. réduire la vitesse du vent et les échanges d'air à la surface du lisier en maintenant un plus faible niveau de remplissage de la fosse ;</li> <li>3. réduire le plus possible l'agitation du lisier.</li> </ol> <p>b- Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. couverture rigide ;</li> <li>2. couvertures souples ;</li> <li>3. couvertures flottantes, telles que: - balles en plastique ; - matériaux légers en vrac ; - couvertures souples flottantes ; - plaques géométriques en plastique ; - couvertures gonflables ; - croûte naturelle ; - paille.</li> </ol> <p>c- Acidification du lisier.</p>
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de stockage de lisiers en fosse sur site, tous les lisiers sont transférés par lisioducs enterrés vers le GIE RISILE.
<b>Observations :</b> Surveillance de l'arrivée du lisier dans la station par alarme et poires de niveau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : MTD25 Surveillance les émissions atmosphériques d'NH4**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 25 Surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Estimation, au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage. Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux. b- Calcul, par mesure de la concentration d'ammoniac et du débit de renouvellement d'air selon la méthode ISO ou des méthodes spécifiées par les normes nationales ou internationales ou par d'autres méthodes garantissant des données de qualité scientifique équivalente. À chaque modification notable d'au moins un des paramètres suivants: a) le type d'animaux élevés dans l'exploitation d'élevage; b) le système d'hébergement. c- Estimation à partir des facteurs d'émission. Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux.
<b>Constats :</b> Les émissions de NH4 sont évaluées chaque année au moyen de la base GEREP : vu déclaration 2021
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : MTD29 Consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 29 Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'eau.
<b>Constats :</b> Le suivi de la consommation d'eau est régulier, la déclaration des prélèvements sur GEREP est annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : MTD29 Consommation d'électricité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 29 Consommation d'électricité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'électricité.
<b>Constats :</b> La consommation d'électricité via les panneaux solaires est suivie quotidiennement (auto consommation), et un bilan annuel est établi. Entre juillet 2021 et juillet 2022, la consommation électrique a été de 555 000 kW
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 21 : MTD29 Consommation de combustible**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 29 Consommation de combustible
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation de combustible.
<b>Constats :</b> Le fuel du groupe électrogène a représenté 334 litres en 2021 (vu facture de juillet ce jour) Le gaz utilisé sur site a représenté 10,805 tonnes en 2021 (factures Butagaz de janvier, février et avril 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 22 : MTD29 Suivi du nombre d'animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 29 nombre d'animaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant.
<b>Constats :</b> La gestion des effectifs produits est formalisée sur le BRS annuel (vu BRS 2021)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 23 : MTD29 Consommation d'aliments**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 29 Consommation d'aliments
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'aliments.
<b>Constats :</b> La consommation annuelle d'aliments est formalisée dans le BRS annuel (vu BRS 2021) L'aliment des animaux est à base de maïs humide, lactosérum, complémentaires de Garun Paysanne
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 24 : MTD29 Production d'effluents d'élevage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 29 Production d'effluents d'élevage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Production d'effluents d'élevage.
<b>Constats :</b> Le volume d'effluents produits sur site est repris sur le bordereau d'export vers le GIE RISILE : 9734 m3 de lisiers en 2021
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 25 : Bordereaux import-export d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Bordereaux import export effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.  Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
<b>Constats :</b> Le bordereau d'export de la totalité des lisiers de la SARL SELECT PORC vers la station de traitement GIE RISILE est présenté pour la campagne 2020-2021 La quantité exportée enregistrée sur le bordereau est de 35920 unités d'azote, ce qui est cohérent avec la DFA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet